

## Sur la « stagnation » technique chez les pasteurs nomades :

Les Peul du Nord-Sénégal entre l'économie politique  
et l'histoire contemporaine

François POUILLON\*

*« Les Peuls de cette région (...) possèdent de très nombreux troupeaux de bœufs, chèvres et moutons. Ils admettent très difficilement qu'on puisse en faire objet de trafic ; ils ne se dessaisissent d'une tête de bétail que lorsqu'ils ne peuvent pas faire autrement : c'est alors pour acheter un peu de sel ou de la guinée pour se vêtir ; leurs troupeaux leur procurent par ailleurs tout ce dont ils ont besoin, vu la sobriété de leur existence. (...) Lorsque le Peul élèvera son bétail en vue du commerce, sa vie, ses habitudes se trouveront forcément modifiées ; de nomade il deviendra sédentaire ; son indépendance il la perdra, obligé de satisfaire les besoins que la civilisation lui aura créés. Malheureusement ces besoins il ne les a pas, et ce n'est pas du jour au lendemain qu'il les acquerra » (rapport sur les Peuls du Ferlo, in Monteil 1882 [1968 : 1217-1218]).*

L'intérêt public suscité par les sociétés de pasteurs nomades repose pour une bonne part sur leur traditionalisme apparent. Si les chercheurs travaillant sur ces sociétés ne dénoncent pas toujours cette illusion c'est qu'ils doivent en tirer quelque rente. La simple cohérence conceptuelle engagerait à plus de rigueur : il y a quelque paradoxe à taxer ainsi des nomades d'immobilisme ; et il faut un regard bien éloigné pour croire à cet air d'éternité qu'ils affichent volontiers. Ce sont pourtant des gens comme les autres, qui cherchent un lieu de séjour paisible où ils pourront nourrir dignement leur famille. Soyons carrément décevant : ils n'adorent pas se déplacer.

Pourquoi, alors, des analystes autorisés persistent-ils à reproduire les sornettes d'un romantisme journalistique ? Il faut croire que les

\* EHESS, 54, Bd Raspail, 75006 Paris

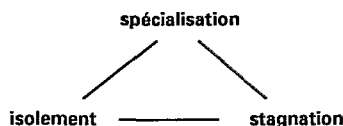
préjugés sont si bien ancrés qu'ils s'imposent jusque dans le discours scientifique. Sur la question de stagnation technique, prenons ainsi l'excellent KHAZANOV (1984), démolisseur de toutes les mythologies du nomadisme : parce qu'il observe assez universellement que les nomades font preuve, en fait, d'une médiocre autosuffisance, il voudrait en conclure que la stagnation technique serait en droit un attribut essentiel de ces économies. Sans remettre en cause la très convaincante thèse centrale de l'ouvrage — sur l'impossibilité de penser à part le pastoralisme nomade —, on peut critiquer cette partie de sa démonstration.

On pourra concéder que, parmi les héritiers de la révolution néolithique, les pasteurs nomades n'ont pas fait preuve, dans leurs procédés de production, d'un formidable génie technologique. Sur la très longue durée, l'agriculture ou les branches les plus humbles de l'*industrie* humaine sont marquées par des séries cumulatives d'innovations qui multiplient la productivité du travail. Comparativement, mais aux yeux de sédentaires précisément, l'élevage extensif est toujours apparu comme une activité assez distendue, empreinte d'une oisiveté contemplative susceptible de dégénérer vers de dangereux débordements mystiques (1). Si la sélection des races d'herbivores grégaires n'a pas exigé de la pensée sauvage moins de génie que celle des espèces de graminées utiles, on aurait du mal à trouver dans l'histoire du pastoralisme nomade des ruptures technologiques équivalentes à ce que fut la découverte de la traction attelée ou de l'assolement triennal. Sans doute la mobilité impose-t-elle de se limiter à l'appareillage léger : le nomadisme exclut l'accumulation d'*impedimenta*. Et on devrait alors repérer dans les pratiques et dans les savoirs, dans l'*art* de faire, les signes immatériels d'étapes et de ruptures bien plus volatils que les robustes certitudes que nous fournissent les stratigraphies de l'archéologie. Ce serait encore chercher des circonstances atténuantes à une cause incertaine, alors qu'il s'agit de récuser l'accusation sur le fond.

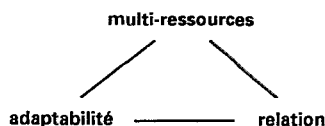
Nous voudrions contribuer à réviser la réputation faite aux sociétés pastorales de charrier inévitablement archaïsme culturel et stagnation technique. L'idée, forgée de longue date par les civilisations les plus diverses, s'est propagée jusqu'à nous pour conforter les conceptions pessimistes (ou paternalistes) d'élites gouvernantes qui en tirent la justification de toutes leurs interventions. La récurrence de ce modèle, dans les contextes les plus divers, montre que l'on a affaire à une matrice mentale, fortement structurée par une très ancienne tradition culturelle, et qui ressurgit au cœur de nos technostuctures aussi spontanément que les évidences immémoriales de la tradition.

Reprenons la triade maudite où a été enfermée la représentation des sociétés pastorales : les pasteurs, installés (ou rejetés) dans un

milieu hostile, n'y auraient survécu que grâce à la spécialisation de leur production dans l'élevage extensif mobile; ce rapport au milieu, imposant une stricte reproduction de procédés, les aurait condamnés à une longue *stagnation* technique; le conservatisme, que revendiquent parfois les civilisations pastorales, serait ainsi le résultat d'une situation d'isolement, le symptôme d'une existence hors de l'histoire qui aurait été la leur depuis des origines. Formalisons, pour faire vite, sous la forme de triangle logique — dans la tradition de l'anthropologie structuraliste —, cette analyse qui prétend expliquer, dans un même mouvement, l'essence, la complétude et la condamnation à terme de ce mode de production :



On peut briser la logique maussade de ces propositions en tenant mieux compte des connaissances historiques accumulées sur des sociétés pastorales : elles les montrent moins enclavées, spécialisées et, surtout, moins immobiles que certaines apparences pouvaient le laisser croire. À partir d'un examen quasi exhaustif des situations connues, KHAZANOV explique fort bien qu'elles ne subsistaient jamais durablement des seuls produits de l'élevage, et qu'elles établissaient toujours des relations organiques avec les formations socio-économiques qui leurs sont extérieures : agriculture, marché, villes ou État. L'idée de système « multi-ressources » s'est vulgarisée avec la diffusion des analyses de SALZMAN. Le troisième pôle de cette logique est l'*adaptabilité* (2) congénitale de groupes confrontés à un environnement qui n'est pas seulement (ou pas toujours) raréfié, mais soumis à de spectaculaires variations : face à celles-ci, il faut se montrer capable de se réorganiser promptement. Cette seconde configuration conceptuelle peut être alors formalisée comme suit :



Cette présentation des choses renvoie moins à un ensemble de données techniques, où les déductions se révèlent aléatoires, qu'à une base sociologique (3) : des groupes montrent leur capacité à se

maintenir, aux prix d'aménagements négociés avec les contraintes d'une conjoncture plus ou moins favorable — dans ce registre, on ne saurait dire si les menaces les plus sérieuses viennent des aléas de la nature ou de ceux des formations politiques.

L'«immobilisme» imputé aux pasteurs nomades est évidemment le produit d'une illusion d'optique : il renvoie aux fictions d'une ethnologie archaisante, en quête de sociétés marginales qui ne sauraient perpétuer que des sagesses immémoriales. Notons qu'une telle représentation fait bon ménage avec une conception, non moins fictive, du développement entendu comme une intervention capable de créer, par l'incorporation de logiques exogènes, une rupture définitive avec cet héritage social. On serait plus près de la vérité à en inverser, de façon polémique, la formule : ces sociétés ne se montrent jamais aussi conformes à leur essence que quand elles parviennent à tirer parti, dans leurs stratégies, de forces qui les dépassent mais qui doivent finalement, pour s'incorporer à l'histoire, négocier à la base, avec des acteurs locaux, le prix de leur efficace.

Ces considérations vont de soi dès que l'on est conduit à regarder d'un peu près les tribulations historiques de n'importe quelle société nomade. Nous voulons l'illustrer à partir de l'étude des Peul du Ferlo sénégalais. Le cas n'a rien d'exceptionnel — ce qui lui confère une certaine représentativité — mais on disposait sur lui d'une série d'études particulièrement circonstanciées et bien réparties dans le temps : soit une documentation assez riche pour essayer d'analyser, pratiquement en temps réel, les modifications socio-économiques à l'œuvre. Nous aurions pu partir d'autres exemples, celui des Bédouins d'Arabie notamment, pour mener une démonstration analogue. La place nous aurait manqué : tant il est vrai qu'il faut, pour rompre avec les schématismes, entrer un peu dans le détail des choses (4).

## LES PEUL DU SÉNÉGAL DANS LEUR ENVIRONNEMENT

Pour n'être pas sortis d'une réserve ethnographique, les Peul du Ferlo n'en affichent pas moins un style propre. Leurs vêtements ont changé mais, dans un environnement sénégalais fortement empreint de modernisme, ils arborent une dégaine inimitable qui ne manque pas de les singulariser. Les descriptions de MOLLIEN, rapportées de son périple en 1818, montrent pourtant qu'ils n'étaient pas, déjà, épargnés par l'évolution : ces *Poules*, qui se consacraient « uniquement au soin du troupeau », portaient « culotte qui va jusqu'au genou » et les fusils faisaient partie de leur équipement courant

(MOLLIEN, 1967 : 97-99). On n'est pas surpris de lire que leurs cases sont comme des « huttes qu'ils se construisent avec des branches d'arbre et sur lesquelles ils jettent de la paille ». Mais rien n'est dit de leurs techniques de production — MOLLIEN ayant séjourné seulement chez des artisans *Laaubés*, plus faciles d'accès (*ibid.* : 106-107).

Sur ce point, René CAILLIÉ — qui manqua de peu d'être, comme lui, victime de la catastrophe de *La Méduse* (1979, I : 42) — nous apporte un témoignage très suggestif. Voici la traite du bétail observée chez des Maures, dans la zone, toute voisine, du fleuve : on laisse d'abord le veau téter, pour amorcer la descente du lait, « puis on l'attache par la tête à une des jambes de devant de la mère, qui, trompée, se laisse traire sans difficulté » (*ibid.* : 107). Cette technique, on peut l'observer encore aujourd'hui : signe d'une irréfutable « stagnation » ? Signe surtout que s'est maintenu, dans les races locales, malgré l'élimination des grands prédateurs, un tempérament farouche et ombrageux sinon carrément cabochard, résultat d'une longue sélection d'animaux appelés à subsister dans un environnement sans doute moins pacifié.

Pourtant, si les témoignages anciens nous étonnent aujourd'hui, c'est davantage pour les modifications qu'elles montrent dans le milieu naturel (BARRAL, 1982 : 13 *sq.* ; BENOIT, 1988) (5). La savane très clairsemée qui survit aux grandes sécheresses contemporaines était, il y a moins un siècle, un parc forestier bien plus dense : elle entravait la marche, au point que l'on devait, pour y progresser, allumer des feux de brousse (MONTEIL, 1968 : 1220). Outre les autruches — que l'on trouve encore aujourd'hui à l'état résiduel —, une faune tropicale abondante y survivait : éléphants, girafes et crocodiles, signalés par les premiers explorateurs coloniaux (*ibid.* : 226-7), peuplent encore les mémoires (KANE, 1978 : 9-10). On ne saurait subsister avec les mêmes procédés dans un milieu aussi fondamentalement modifié.

Les estimations anciennes sur les effectifs de bétail (BARRAL 1982 : 22-23), montrent que l'on ne vivait pas des seules ressources de production animale : outre l'agriculture, la chasse et la cueillette, en particulier celle de la gomme arabique, offraient de riches ressources complémentaires. Au cours de la dernière période, le troupeau s'est accru de façon impressionnante — en même temps que le milieu connaissait une inquiétante détérioration. On assistait ainsi à une spécialisation dans la production pastorale et, parallèlement, à une fragilisation des conditions de sa perpétuation. Les données de base de l'économie se sont modifiées, au point d'imposer des ajustements que l'on peut qualifier de structurels.

Les péripéties de cette évolution ont échappé à l'observation. À partir des années cinquante cependant, des interventions en chaîne

convoquent dans cette zone des passages réguliers de chercheurs et d'experts en tous genre. La trame serrée d'études qu'ils ont produite permet de retracer la dynamique socio-économique assez turbulente dont cette région isolée a été le lieu. À l'opposé de l'image bucolique véhiculée par les analyses que nous évoquions ci-dessus, on y voit une société peul traversée par de formidables soubresauts : au cours des dernières décennies, les conditions de la vie pastorale ont été ainsi, par deux fois, révolutionnées.

Pour faire de l'histoire, il suffit de prendre deux marques. La notion de « situation de référence », utilisée dans des projets de développement pour signifier le mouvement, couvre en réalité un refus de l'histoire : point-zéro, parfaitement fictif, où l'on résume, au seuil d'une opération programmée, l'état dans lequel se trouve la société « traditionnelle ». La fiction se dissout quelque peu quand une succession d'interventions fait surgir des ruptures en série. Alors, même les données les plus générales de la géographie et de l'inscription sociale sur le territoire, apparaissent comme le résultat de modifications. Celles du paysage, malgré leur ampleur, comptent moins que les conséquences de la pacification coloniale, vivement inscrites dans les mémoires.

Pour être quitte de généralités liminaires, qu'il nous suffise de dire que les groupes peul s'organisaient en lignages « segmentaires », dont les niveaux extrêmes sont le lignage (*lenyol*) et le campement (*galle*). Les regroupements régionaux qui distinguent les Peul *jeri* (de l'« intérieur ») des Peul *waalo* — intéressés aux pâturages de décrue de la vallée du fleuve — semblent passablement rétrospectifs : les troupeaux de la frange nord devaient, en saison sèche, se replier vers la vallée du Sénégal (BONNET-DUPEYRON, 1950). Les noms de lignages et les mythes d'origine rappellent d'ailleurs ces liaisons anciennes. Le dessin du « territoire » de ces groupes (SCHMITZ, 1982), tracé parallèlement, de la périphérie vers le centre, atteste plus sûrement encore un processus de percées. Les « villages » se disposent ainsi comme une chaîne d'étapes : ils vont des zones agricoles où le territoire devait être partagé avec d'autres groupes, essentiellement cultivateurs, vers le sanctuaire intérieur de la brousse à pâturages, désigné par le terme *kooya* (KANE, 1978 ; BENOIT, 1989).

Ce que les cartes coloniales qualifiaient de « désert sans eau » était, depuis longtemps, le domaine des Peul : ils l'occupaient sans partage, mais seulement pendant les mois bénis de la saison des pluies et jusqu'à épuisement des mares qu'elle y laissait. Le mouvement annuel des transhumances s'organisait donc selon une polarité que l'on peut schématiser comme suit :

|                                         |                                  |
|-----------------------------------------|----------------------------------|
| saison des pluies<br>( <i>ndunngu</i> ) | saison sèche<br>( <i>ceedu</i> ) |
| brousse                                 | cultures                         |
| territoire propre                       | contact avec les agriculteurs    |
| rech. des pâturages                     | rech. de l'eau                   |

Le village d'hivernage vers lequel on retournait chaque année était installé à proximité d'une mare ; on y ménageait un parc à bétail et un champ de mil enclos, placé sur un ancien parc. S'y dessinait ainsi une sorte de territoire propre, marqué par les enclos plus ou moins permanents du *galle* et du champ. Mais au-delà des frayages quotidiens vers les pâturages environnants et le point d'eau qui alimentait le campement, ce *hurum* — de l'arabe « interdit » — ne semblait interdire l'accès que d'un périmètre restreint, aux conditions d'une utilisation manifeste (6). On ne se repliait vers l'extérieur que le plus tard possible, avec l'épuisement des mares. Les animaux les plus fragiles étaient emmenés les premiers ; les autres étaient gardés sur les pâturages subsistants, si possible jusqu'à la récolte du champ. Un abreuvement de transition ou d'étape pouvait être maintenu grâce aux « céanes », puisards creusés dans les bas-fonds de cours d'eau asséchés.

La migration de saison sèche était un bon moment pour effectuer la cure salée (GIENGER, 1959 : 13 ; GRENIER, 1958 : 82), à cause des carences induites par un abreuvement exclusif en eau pluviale. Le repli vers la zone agricole donnait lieu à une cohabitation tendue mais viable. Des relations de réciprocité s'y étaient instituées avec des sociétés essentiellement paysannes (wolof ou toucouleur) : elles consistaient en pâtures sur les périmètres récoltés, en contrats de fumure, en trocs de produits — lait contre mil, selon des taux variables, tenant compte de leur rareté relative (GRENIER, 1958 ; SANTOIR, 1982). Toute cette organisation évoquait un ordre socio-économique séculaire inscrit dans les permanences de la nature, produit de longs et difficiles aménagements avec un système de contraintes complexe, qui semblait bien venir de loin et devoir durer toujours. En vérité, les descriptions qui en étaient faites avaient été commandées pour en observer la disparition : une formidable intervention technique venait d'en réorganiser le jeu des contraintes.

## LA RÉVOLUTION DES FORAGES

C'est précocement que la Colonie avait vu l'intérêt qu'il y aurait à ouvrir les vastes pâturages qui restaient saisonnièrement inexploitable en raison de l'absence de points d'eau permanents (7). Les obstacles techniques ne pouvaient que retarder l'exploitation d'une

nappe profonde — plus de 100 m — assez abondante pour permettre d'abreuver les troupeaux pendant la saison sèche. La campagne de creusement d'un réseau de forages commença dans les années cinquante, avec la colonisation de la zone centrale, longtemps dite « des 6 forages ». Le maillage, d'abord assez lâche, se resserra jusqu'à atteindre, lors de la grande sécheresse (SERRES, 1980 : 40), le seuil, jugé optimum (RECEVEUR, 1965), de 30 km entre deux forages : aucun pâturage n'était plus hors d'atteinte des troupeaux.

Le succès fut fulgurant. Très rapidement — de façon quasi instantané pour la moitié des campements (BARRAL, 1982 : 44 et 51) — l'ensemble du système des déplacements se réorganisait en fonction de ces nouvelles données. Un équilibre « séculaire » établi entre zone pastorale et zone agricole s'effondrait. Il est vrai que le territoire ainsi ouvert était chargé de symboles positifs : cet espace *propre* était celui des bombances de la saison des pluies. On était désormais entre soi, libérés des inévitables confrontations avec les agriculteurs. Sans doute perdait-on l'occasion de fructueux échanges. Mais la perte des bénéfices de la commercialisation du lait affectait essentiellement les femmes ; comme le transport de l'eau pour les campements, qui devenait leur activité principale. Dans le même temps, la tâche des hommes, dégagée du harassant travail d'abreuvement par exhaure manuelle, se trouvait grandement facilitée. Le gardiennage, réduit à une simple surveillance, devenait littéralement un jeu d'enfant. Désormais, l'effectif des troupeaux pouvait, en théorie, s'accroître à l'infini.

Sans doute la mutation avait-elle été accélérée par de puissants jeux de contraintes, agissant à plus long terme. Cette ouverture des pâturages apportait une solution inespérée à une difficile crise structurelle. Car les campagnes de vaccination, entreprises également dans les années cinquante, avaient conduit à une augmentation sensible de l'effectif du troupeau. Celui-ci se heurtait à un rétrécissement dramatique de l'espace de « brousse », du fait de l'expansion formidable de la zone agricole au sud. Forte consommatrice d'espace, une colonisation arachidière anarchique et dispersée rechignait à se lancer dans des travaux d'enclosure qu'elle aurait dû s'imposer en zone pastorale. L'ouverture de nouvelles parcelles avait lieu à l'époque où les pasteurs étaient loin. Et lors des conflits qui suivaient, à leur retour, d'inévitables divagations de troupeaux, les Peul affrontaient des groupes mourides cohérents et agressifs (GRENIER, 1957 : 129-130 ; SANTOIR, 1983 : 49-50). Les tentatives d'aménagement pastoral les plus astucieuses étaient de la sorte vouées à l'échec (8). Bien plus tardifs, les aménagements du fleuve Sénégal n'étaient pas non plus faits pour des transhumants, agriculteurs d'occasion, tenanciers absentéistes et inconstants, accusés de toutes les déprédations (SANTOIR, 1983 : 138 sq.. 151 sq.). De multiples raisons, décidément, militaient pour que l'on



ménage aux Peul une sorte de sanctuaire pastoral où ils pourraient lâcher librement leurs troupeau : ce réduit reçut, comme pour prévenir toute autre destination, le nom de « zone sylvo-pastorale ».

L'attente naturelle de ceux qui avaient commandité l'opération, était que les Peul se sédentarisent. De fait, les descriptions commandées à cette époque font bien état d'une forte réduction des déplacements ; la situation d'hivernage n'était pas modifiée, mais prolongée et, croyait-on, pérennisée. Mais il ne fallut pas longtemps pour que l'afflux des troupeaux vers les forages, en saison sèche, provoque l'épuisement des pâturages environnants (REBOUL, 1978). Ce résultat, bien prévisible, rendait impossible une concentration de la population autour des forages. Les campements étaient ainsi repoussés vers une brousse plus aérée : plutôt qu'à une concentration de l'habitat, c'est à une dispersion maximum que l'on assista. L'augmentation des troupeaux, la disparition des grands prédateurs, l'affaiblissement des chefferies, tout tendait vers une disposition en nébuleuses (9), à une distance respectueuse des forages. Un tel résultat avait été prévu par GRENIER (1958 : 104) premier analyste de cette révolution. Un argument sociologique militait encore contre le regroupement : à cause du dessin des parcours, alignés en bandes étroites, les forages drainaient des groupes hétérogènes, pour lesquels c'était une occasion supplémentaire d'affrontement. Le « centre » ainsi créé ne s'instituait pas facilement en espace social, que l'on puisse gérer collectivement. C'était même plutôt le contraire : un espace public, c'est-à-dire fait pour personne, ou pour des forains — commerçants maures ou wolof, techniciens et agents des technostuctures étatiques.

Du moins croyait-on avoir réduit l'ampleur des déplacements de groupes désormais cantonnés dans un micro-nomadisme autour d'un forage. C'était n'envisager que ce que l'on appelle une situation « normale » — artefact statistique constitué sur des mesures climatiques. Mais en zone aride, ces moyennes sont remarquablement peu significatives : les précipitations et les pâturages sont fort inégalement répartis. Les feux de brousse, malgré l'aménagement de pare-feu, ravagent régulièrement de vastes parcours. La qualité autant que la quantité de fourrage disponible impose donc une redistribution des troupeaux sur une aire plus vaste. Par ailleurs, avec l'usure des matériels, les pompes de forages finissent par connaître des avaries, ou bien sont arrêtées faute de carburant. Pour toutes ces raisons, personne ne saurait se laisser enfermer dans l'aire d'un seul forage.

Ainsi les groupes pastoraux comprennent-ils qu'ils doivent conserver leur potentiel de mobilité : un équipement réduit, facilement transportable, et une rusticité indispensable à la vie nomade. Si les campements se voient équipés, plus fréquemment que par le passé,

de cases construites sur le modèle de celles des agriculteurs, c'est aussi par souci de marquer désormais une inscription foncière plus visible; on ne manque pas de les abandonner en périodes de soudure. Car les déplacements des troupeaux sont devenus également plus faciles. Dans le passé, l'absence de point d'eau sur de vastes territoires imposait, lors des grandes migrations, de meurtrières marches forcées. Désormais, il est possible d'atteindre sans dommages, par étapes, n'importe quel point de la zone où subsiste encore du pâturage. Loin d'interdire le processus de nomadisation les forages, comme l'avaient déjà fort bien observé GRENIER (1958 : 103-107) ou DUPIRE (1954 : 36), autorisaient une mobilité sans précédent. Les Peul étaient devenus plus « nomades » qu'ils ne l'avaient jamais été!

Mais cette nouvelle gestion de l'espace ne devait pas tarder à montrer ses limites, qui tenaient à la rapidité même de sa diffusion. La grande migration annuelle de troupeaux en effet, n'avait pas que des inconvénients : la pérégrination sur des pâturages variés contribuait à l'équilibre alimentaire des animaux (GRENIER, 1957 : 81), et la « cure salée » qui était pratiquée à cette occasion n'était pas du pur folklore. C'est avec une grande inquiétude que l'on vit alors se développer dans les troupeaux une maladie aux effets fulgurants, dont les vétérinaires parvenaient mal à démêler les manifestations contradictoires. L'embarras des autorités était d'autant plus grand que les Peul accusaient assez logiquement le nouveau système d'abreuvement. Ce que l'on eut tôt fait d'appeler la « maladie des forages » présentait tous les symptômes du botulisme, avec la particularité cependant de se propager avec une rapidité quasi épidémique. La cause était à rechercher dans les carences minérales dont souffraient collectivement les troupeaux et qui leur faisaient rechercher le sel qu'ils trouvaient sur les débris animaux, causes de contamination botulique. Alors que l'on croyait avoir institué, avec les forages, un ordre enfin harmonisé avec l'environnement, ceux-ci constituaient de nouveaux facteurs de déséquilibre. Ils créaient une dépendance nouvelle vis-à-vis des services vétérinaires, auxquels on devait recourir pour les vaccinations antobotuliques, ou vis-à-vis du marché, par l'achat de coûteux aliments de carence, auquel il fallait sinon se résoudre.

Les deux terribles crises climatiques de 1972-1974 et 1983-1985 finirent de démontrer l'absurdité d'une sédentarisation. Si des pasteurs avaient oublié le sens et la fonction de la nomadisation, ils les réapprirent à leurs dépens. Car le bilan de la « mauvaise année » (*hintandé bondé*) montre clairement que ceux qui sont partis le plus vite ont mieux résisté que ceux qui ont tardé à le faire (SANTOIR, 1977 : 46) : pour avoir trop attendu une pluie hypothétique, ils ont décampé avec un troupeau exsangue et traversé un pays déserté, avant d'atteindre, sans transition, une zone de pâturages souda-

niens auxquels les animaux n'étaient pas habitués. La leçon de la sécheresse fut ainsi qu'il était imprudent d'enfourcher les théories d'un inéluctable progrès. En cette matière, encore une fois, les conseillers n'étaient pas les payeurs. Les éléments fixés ayant été purement et simplement éliminés, la transhumance, qui avait été un peu délaissée, connaissait un regain surprenant (SANTOIR, 1977 : 46).

Les forages à vocation exclusivement pastorale créaient une situation inédite, résultat d'une politique globale de restructuration économique visant à spécialiser chaque région dans la spéculation qui paraissait la mieux adaptée : entre les aménagements du Fleuve et le bassin arachidier, on réservait une zone pour l'élevage, un *nomad's land* en quelque sorte. Mais au-delà d'indiscutables avantages, cette situation n'était pas sans conséquences pour le groupe peul lui-même. L'interruption des contacts saisonniers avec les agriculteurs ne ruinait pas seulement d'importants flux économiques (vente de lait ou troc lait/mil, contrats de fumure, gardiennage d'animaux, etc.); elle rendait aussi plus difficile une intégration entre agriculture et élevage, sans doute partielle et transitoire, le plus souvent conflictuelle, mais qui pouvait offrir une base de repli vitale pour des pasteurs appauvris. Désormais, il fallait être propriétaire d'un troupeau consistant, permettant d'assurer à lui seul la subsistance du groupe domestique. Si la zone « sylvo-pastorale » était une aubaine pour certains, elle expulsait impitoyablement, vers la périphérie ou vers les villes, toutes les unités défailantes. Aussi était-ce des groupes plus nettement pastoraux que par le passé, qui demeuraient désormais dans la région. Celle-ci avait été vidée de ceux qui s'étaient révélés déficients. Au point que l'on peut dire que la population qui subsiste encore dans la région le doit à une sélection non seulement aristocratique, mais censitaire. C'est ce que devaient montrer d'excellentes enquêtes socio-économiques menées dans les années soixante-dix.

« C'est le bétail qui nous nourrit, qui nous habille, qui nous conduit à La Mecque. » À moins de pratiquer quelque métier indigne — comme le commerce — ou ignoble — comme le travail du bois —, on ne peut stationner ici durablement sans posséder du bétail. D'ailleurs, tout le monde en a. Combien de têtes ? Sans revenir sur les réserves que soulèvent les comptages de bétail (POUILLON, 1988), nous devons avancer quelques estimations : ne serait-ce que pour établir que les « éleveurs » ne sont pas des agents économiques plus ou moins équivalents, c'est-à-dire interchangeables face aux évolutions de la conjoncture. Les comptages précis, effectués dans le cadre d'opérations de suivi agrostologique, font apparaître de fortes disparités que ne corrigent pas la démographie un peu consistante des groupes les plus riches : pour des effectifs de campements qui tournent autour de 8 personnes en moyenne,

l'effectif des troupeaux varie considérablement (SUTTER, 1987). C'est d'ailleurs, on l'a vu, une autre conséquence des forages, puisque l'on ne connaît plus la limite imposée par la capacité d'abreuvement par exhaure manuelle.

L'évolution est alors clairement lisible, grâce à une série d'études échelonnées dans le temps (FAYOLLE *et al.*, 1974; SUTTER, 1987) qui met en évidence l'effet d'écémage provoqué par les sécheresses. Si, de l'une à l'autre, le troupeau bovin s'est globalement reconstitué, une mutation se dessine dans l'échelle des troupeaux individuels : les petits sont moins nombreux, alors que la proportion des « gros » (plus de 70 animaux) passe de 30 à 50 % et la tranche des « très gros » est multipliée par deux. Que s'est-il passé ? L'enquête de SUTTER (1987) fondée sur l'analyse de la structure du troupeau, de son potentiel commercialisable et de la consommation socialement nécessaire dans les campements peul, montre que, malgré leur remarquable frugalité, les petits propriétaires se trouvent pris dans une spirale d'affaiblissement de leur potentiel productif. Si l'on estime — en schématisant — à une quarantaine de têtes le troupeau minimal (10) socialement nécessaire pour tenir son rang (le double en cas de crise ponctuelle), on observe que les groupes en expansion se situent au-dessus de ce seuil. La sécheresse n'a fait qu'accélérer les effets d'un mécanisme comptable.

## LA RÉVOLUTION DES FOURRAGES

Le concept de pasteur nomade inclut, dans sa définition, l'exploitation extensive de pâturages « collectifs », c'est-à-dire communs à un groupe et, sinon d'accès public, du moins d'utilisation gratuite pour tous ceux qui savent s'y imposer. La mobilité est, en principe, la seule réponse à la raréfaction de ces pâturages. La grande sécheresse devait conduire à modifier ces axiomes de l'économie pastorale. C'est à cette occasion en effet que fut expérimenté un nouveau mode de gestion du troupeau : l'aide internationale s'y manifesta notamment par une distribution massive de fourrages. Du fait du décalage entre l'élan de commisération et l'acheminement de la manne, ils ne parvinrent aux intéressés qu'au retour des pluies. Aussi désordonnée que fut sa distribution, elle ne fut pas sans conséquences.

Car cette manifestation inattendue de l'État providence frappa les esprits de plusieurs manières. Ces secours qui tombaient littéralement du ciel — des distributions par avion firent forte impression — faisaient avancer l'idée que l'État ou, ce qui revient au même, quelques institutions transcendantes animées par des Blancs,

étaient susceptibles d'intervenir positivement dans le domaine de la gestion des troupeaux. Cette bonne impression trouvait d'ailleurs une confirmation avec la suppression des taxes sur le bétail — sur laquelle on ne revint pas, malgré la reconstitution rapide du troupeau. Surtout, les Peul expérimentaient ainsi, avec la complément alimentaire, un nouveau procédé permettant de compenser efficacement les déficits fourragers de la saison sèche et ses conséquences néfastes sur le troupeau : perte de poids, tarissement du lait, accidents au vêlage, mortalité générale des animaux fragiles. On entrevoyait l'avènement d'une ère nouvelle, quasiment paradisiaque, où le troupeau vivrait un éternel printemps : des vaches grasses, des naissances et du lait toute l'année.

Mais, passée la phase d'expérimentation gratuite, le procédé supposait que l'on disposât de numéraire. Or les Peul ne cédaient qu'en cas d'extrême urgence à la nécessité de vendre du bétail. Et leur groupe était médiocrement engagé dans les filières d'émigration qui firent un temps la prospérité des gens du Fleuve (MINVIELLE, 1976 : 41). En outre, à cause du mépris frappant le gardiennage salarié, ils répugnaient à travailler de la sorte, du moins sur leur territoire. Il ne restait donc à ces « éleveurs » que la possibilité de s'intégrer, fut-ce partiellement, à un marché de la viande en pleine expansion. À cela ils furent vite activement sollicités par les services de l'élevage et les organismes d'aide implantés dans le pays. Mais il fallait alors beaucoup plus qu'une révolution technique : c'était bel et bien une révolution économique que l'on attendait d'eux.

Bien loin de représenter un commencement absolu, l'implantation dans cette région d'un projet de développement, la SODESP (11), fut perçue comme le dernier avatar d'une série d'événements naturels et politiques. Pour une société affrontant une crise radicale, c'était pourtant une sorte de planche de salut. On ne peut expliquer autrement le succès rencontré par les mesures mises en œuvre dans le cadre de ce projet, en dépit de leur formidable décalage avec les logiques de la société locale.

Pour les bailleurs de fonds et l'État sénégalais, la SODESP était un projet d'élevage destiné à pourvoir sur une base nationale un marché de la viande en expansion — sans pour autant aggraver, par des charges excessives, la dégradation des pâturages. Il s'agissait de transposer au milieu sahélien le système de la « stratification » de l'élevage (12). À l'échelon local, les choses étaient présentées de façon un peu différente. Autour de quelques centres d'« encadrement », d'ardents propagandistes proposaient aux « éleveurs » des contrats d'aide qui, au nom d'une révision de leurs méthodes d'élevage, permettaient de bénéficier des fruits de recherches vétérinaires sophistiquées — exposées avec un appareil scientifique véritablement ostentatoire dans les publications du

projet. Les potions magiques ainsi diffusées étaient censées corriger les effets néfastes des périodes de sécheresse et augmenter spectaculairement le nombre et la qualité des produits animaux. Il n'en coûtait qu'un petit sacrifice : la fourniture, au terme de l'année, d'un certain nombre de veaux mâles destinés à être envoyés pour engraissement au ranch de Dolly, à la limite de la zone agricole. C'était là le fameux « déstockage », qui devait du même coup alléger la charge animale pesant sur les pâturages et alimenter un marché moderne par rapport auquel les Peul exprimaient une légendaire réserve.

Pourtant les avantages que l'on offrait ainsi aux producteurs ne leur apparaissaient pas de manière patente. D'après des enquêtes menées dans le cadre même du projet (SUTTER, 1987) les Peul, s'ils n'écoutaient que les lois du marché, avaient intérêt à conserver leurs animaux le plus longtemps possible. L'argument de la sauvegarde de l'environnement ne pouvant être considéré, en la circonstance, comme pertinent — à moins que l'on érige en argument économique les impératifs kantien de la raison pratique —, il fallait trouver des stimulants matériels : ils étaient représentés par les tarifs subventionnés appliqués aux aliments et, au contraire, par une surcote du prix des veaux repris — le tout inclus dans une enveloppe de crédit remboursable. Même si le calcul comptable montrait que les éleveurs « encadrés » tiraient finalement avantage de l'opération, un certain nombre d'effets pervers et la complexité même de ce calcul, finirent par susciter un mécontentement général.

Restait à jouer sur le rapport de forces : la SODESP avait le monopole de la diffusion de précieux « intrants », fournis par les organismes d'aide ; les Peul jouaient les détournements de tous ordres, ainsi que la chicane et les manifestations politiques montés par leurs représentants patentés. Tout fut alors objet de négociation, et d'autant plus âpre que les responsables de centres, pour remplir les calendriers trop planifiés, s'étaient laissés aller à des promesses inconsidérées. Le projet tendait ainsi à apparaître comme la suite de la série d'opérations d'aide que la région avait connues. Mais quand les producteurs devaient, en retour, s'acquitter de leurs engagements, on n'était pas loin de voir dans les fournitures de veaux un substitut déguisé à l'impôt sur le bétail, supprimé depuis la sécheresse. Au vrai, on se trouvait bien dans la même logique visant à drainer vers le marché une richesse que des propriétaires auraient volontiers conservé par devers eux. Cette fâcheuse conjonction devait finalement conduire à l'échec un projet trop charpenté dans sa logique (technique et économique) pour s'adapter aux aléas d'un terrain socio-politique tenu par de redoutables négociateurs (13).

La complémentarité n'en connut pas moins un immense succès. Non seulement les éleveurs gravitant autour des forages contrôlés

par le projet se mirent rapidement à la pratiquer, et de façon toujours plus systématique, mais les nouveaux produits se diffusaient bientôt à toute la zone pastorale par les voies d'un marché noir qui ne tarda pas à s'instituer. L'État lui même, qui faisait vendre par ses agents l'aide « alimentaire », décidait de s'en faire le vecteur. Les commerçants, soupçonnés de l'avoir détournée, la commercialisaient impunément, à des prix conformes aux lois du marché. Le nouveau procédé s'était propagé comme une traînée de poudre.

Les Peul avaient-ils, de la sorte, bazarde leur mode de production ? Les enquêtes de consommation effectuées au seuil de cette période constataient en effet une véritable rupture dans le rapport au marché. Jusque-là les dépenses des campements, conformément à l'ethos nomade, restaient dans les limites d'une rude frugalité. Surtout, elles ne touchaient pas au secteur de la production : les achats en numéraires (SUTTER, 1987 : 205) portaient pour l'essentiel (2/3 des dépenses) sur les besoins alimentaires, notamment sur le thé. Cette fois, on changeait de secteur : avec l'alimentation et, bientôt, l'abreuvement du troupeau, les dépenses touchaient aux paramètres de la production. En outre, elles frappaient l'économie pastorale en saison sèche, au moment où celle-ci est la plus vulnérable et les ventes le moins rémunératrices. Les Peul résumaient très concrètement la situation : « le troupeau a mangé le troupeau ». On était loin ici de la « flexibilité » imputée aux nomades : les fluctuations de la conjoncture ne pouvaient être amorties que dans certaines limites, au-delà desquelles l'élimination devenait inéluctable (14).

On s'explique mieux l'extraordinaire capacité dont cette société fait preuve pour diffuser les innovations techniques ou économiques. Celle-ci renvoie, en amont, à une solide tradition de chapardage, qui fut de tout temps l'apanage des nomades. On peut invoquer aussi un parti pris mimétique, surprenant dans une culture empreinte d'individualisme, mais qui se plaît aussi à afficher un unanimité suspect. Par dessus tout, dans un milieu aussi sélectif, les unités de base se trouvent en concurrence terrible : les tempêtes de tous ordres qui frappent périodiquement rejettent chaque fois vers l'extérieur leur lot d'épaves. Dans un tel contexte, celui qui manque de saisir un avantage décisif se voit rapidement éliminé. Un pâturage rare n'attend pas les retardataires et, face à une aubaine, la réticence n'est pas de mise. Ceux qui subsistent ne sont pas seulement aguerris par un milieu difficile, ils sont le produit d'une impitoyable sélection darwinienne. Et ce produit, à la manière d'un animal de race, ne doit pas seulement être spécialisé — on a vu qu'il l'était de plus en plus —, il doit aussi faire montre de rusticité, et surtout d'une singulière souplesse face aux obstacles mis sur son

parcours et aux reconversions qui s'imposent quand on essaye de se maintenir dans ce milieu.

\*  
\*\*

Pour une société qui devait incarner une tradition immobile, les Peul du Sénégal apparaissent donc bien décevants. La documentation, dans leur cas plus détaillée et mieux répartie dans le temps, montre, par une série de « coupes », qu'ils se sont révolutionnés sur leur base par deux fois en moins de trente ans : en bouleversant leur système de déplacements, ce qui pour des nomades n'est pas une mince affaire ; en réorganisant, en relation avec le marché, la gestion de leur troupeau, ce qui pour des pasteurs confine à l'exploit. Ce sont là deux paramètres, à la fois techniques et économiques, qui semblent toucher à l'essence même de la société — si l'on ne retient pour la définir que la formule abstraite : société nomade pratiquant un pastoralisme d'auto-subsistance. Ces mutations se sont propagées avec une surprenante vélocité. Les Peul ont donc accompli, du moins en partie, la prophétie que nous citons en exergue.

Ils n'en ont pourtant épousé ni les motifs ni les voies. Ces mutations n'ont pas produit, dans leur structure sociale, les déflagrations que l'on escomptait : la sédentarisation et l'avidité à consommer notamment, qui devaient suivre inexorablement l'apparition d'un élevage spéculatif. Sans postuler un don de prémonition, mais seulement de la circonspection chez des gens qui en ont vu d'autres, on peut même dire que si des Peul nomades sont encore là pour en témoigner, c'est pour n'avoir pas cédé à ce qui était présenté comme les signes d'un indiscutable progrès. Ils ont suivi des logiques singulières, dont l'alternative tradition/modernité ne rend que médiocrement compte. Car il existe de multiples points de convergence entre ces états que le développement, comme toute théorie linéaire du progrès, se plaît à opposer comme les ténèbres et la lumière. Il est manifeste par exemple que la tendance à la monétarisation de la production est portée par une demande qui ne relève en rien de l'éthique protestante. On a vu ainsi que la consommation monétaire touchait des biens investis, tel le thé, d'une valeur plus « sociale » et symbolique que productive. On sait par ailleurs que la vente d'animaux adultes sert essentiellement à financer ces pèlerinages à La Mecque qui deviennent la règle dans les campements des notables. De façon plus diffuse, la prétention à l'autonomie, souvent affirmée comme une exigence métaphysique du monde nomade (15) est susceptible d'assez bien s'harmoniser avec des théories économiques postulant des agents libres de leur choix et passablement interchangeables. On doit reconnaître qu'il y a quelques connivences entre les valeurs cardinales de la civilisation



peul et celles du développement. Mais également autant d'antinomies.

On pose souvent les interventions de développement en termes de « tout ou rien », de choix stratégiques, etc., comme si l'on était chaque fois devant une alternative absolue qui oppose le laisser-faire à l'intervention, ou la stagnation au mouvement. Telle n'est pas la situation réelle à laquelle les acteurs se trouvent confrontés. Les interventions se situent dans une chaîne historique, où personne n'est en situation de choix absolu. Parce que, au départ, il s'agit de résoudre une crise vitale ; parce que l'intervention a été décidée ailleurs et souvent pour des motifs baroques, que les « décideurs » n'ont pu qu'avaliser. Contre les représentations naïves du développement, on doit affirmer deux choses. La première c'est que, plutôt qu'à une alternative stagnation/mouvement, on est confronté à une série de déséquilibres, qu'il s'agit chaque fois de corriger. La société ne se maintient en place et en vie qu'au prix de ces récupérations en chaîne : elle n'est que la somme des réactions qu'elle a opposé face à des agressions extérieures. La deuxième, c'est qu'il n'y a pas de mauvaise intervention : quelles que soient leurs critiques les intéressés disent bien que l'intervention, quand même elle serait un fiasco, a permis pour un temps de relancer le jeu, d'en modifier les données. La fin de tout, ce serait qu'il n'y ait plus rien pour relancer le jeu.

L'imputation de stagnation, appliquée aux nomades, remonte à la nuit des temps. On en voit mieux cependant les retombées contemporaines : elle permet d'envisager les sociétés indigènes comme de purs objets d'intervention, comme un champ quasi vierge — malgré quelques pudeurs qu'il faut parfois bousculer — d'application de schèmes techniques où elles doivent bon gré mal gré se lover. On peut penser cela, mais s'il s'agit d'intervenir réellement auprès de pasteurs nomades, il ne faut pas s'étonner si ces façons de voir mènent à quelques déconvenues.

## Notes

- (1) Sur ces points on peut invoquer l'autorité d'une pléiade d'auteurs aussi indiscutables qu'ARISTOTE (1990 : 111) ou Jean GIONO (1968 : 22-23).
- (2) Cette notion me paraît préférable à celle de flexibilité (cf. BOURGEOT et GUILLAUME, 1988) qui laisse entendre qu'il ne s'agirait là que d'un repli tactique (« je plie mais ne romps point ») et que la survie du système de production ne serait pas véritablement en question. Sans laisser penser que la sédentarisation serait l'issue fatale, le vocabulaire doit rappeler que l'on se trouve dans un jeu à haut risque, où il n'est pas accordé de nouvelle chance aux perdants.

- (3) Sur cette question du primat du social sur le technique, et sur la place à faire, dans l'explication, à l'arbitraire du signe par rapport aux déterminismes de la mécanique, je persiste et signe sur quelques affirmations lancées dans le cadre d'un dossier critique — bien que d'inspiration marxiste — consacré à *l'anthropologie économique* (1976) et qui, pour m'avoir valu les remontrances d'éminents pastoralistes (DIGARD, 1979 : 73; BONTE, 1985 : 26), ne doivent pas être dénuées de fondements.
- (4) L'enquête au Sénégal a été commandée par le Bureau des évaluations du ministère de la Coopération (cf. DERAMON, GONNEVILLE et POUILLON, 1985). Elle a pu être approfondie grâce au Laboratoire de sociologie et de géographie africaines (UA du CNRS) et à l'appui du centre ORSTOM de Dakar. Je remercie Jean COPANS, Jean SCHMITZ et Kadya TALL pour l'aide qu'ils m'ont apportée, ainsi que les participants, à l'EHESS, du séminaire « Anthropologie du pastoralisme nomade » qui ont contribué à l'élaboration des réflexions présentées ici.
- (5) Les recherches de BENOIT sur l'histoire du couvert végétal (1988), malgré une solide documentation, dérivent irrésistiblement vers le dualisme manichéen qui habite les reconstructions philosophico-politiques de Pierre CLASTRES (voir sur ce point la critique de TERRAY 1989) : les Peul ne sont pas de doux anarchistes en butte aux persécutions d'un État-Léviathan.
- (6) Il ne semble pas que l'on doive suivre BARRAL (1982 : 30-31) sur l'existence d'un *hurum* des pâturages, véritable zone de mise en défens ; sur ce point le témoignage, toujours très sûr, de GRENIER est sans ambiguïté : « Toutes nos enquêtes (...) contredisent l'existence, chez les Peuls du Ferlo, de droits de pâturages. Ceux-ci appartiennent à tout le monde. » (1957 : 77-78). Le « droit » nomade s'appliquait ici dans toute sa rigueur morale.
- (7) Rapport de 1907, du Secrétaire général des Colonies, qui recherche évidemment à « fixer les populations nomades du Ferlo » (D'après BARRAL 1982 : 19).
- (8) GRENIER analyse avec une précision clinique les raisons de l'échec d'une tentative d'aménagement de l'espace autour du forage de Lindé, sensée pacifier les rapports entre éleveurs et agriculteurs (1957 : 107-115; enquête reprise par SANTOIR, *in* 1983 : 54-68).
- (9) Cf. BARRAL, 1982 : 55-57, à partir d'une comparaison des photographies aériennes de 1954 et 1979.
- (10) Si l'on estime à 4 ou 5 bovins le quantum nécessaire pour subvenir aux besoins d'un individu, dans des campements composés d'une huitaine de personnes.
- (11) Société de développement de l'élevage en zone sylvo-pastorale, projet conçu et animé par le D<sup>r</sup> Ibrahima Sory GUEYE.
- (12) Comme c'est la règle dans ce système, mis en œuvre également dans les campagnes française, on laissait aux producteurs traditionnels les peines du « naissage » et surtout les risques productifs (50 % des pertes ont lieu entre 0 et 1 an). Les calculs comptables, effectués selon la méthode dite « des effets », mettaient en évidence que le gros des plus-values dégagées dans la « filière » étaient empochées par les boucheries pour Européens de Dakar.
- (13) Cf. POUILLON *in* DERAMON *et al.*, 1984 : 69-112; dans le monde feutré de l'expertise, on s'offusqua d'entendre les échos incongrus, fussent-ils très assourdis, des récriminations que les Peul lançaient dans d'ardents discours.
- (14) On doit interpréter ainsi la vivacité de la lutte contre le fauchage et la revente des fourrages de pâturages naturels, traditionnellement « ouverts à tous »; également les réactions face aux projets de l'administration de faire payer l'eau des forages.
- (15) Paul RIESMAN a ainsi construit son beau livre sur les Peul Djelgôbé (1974) autour de la notion philosophique de liberté.

## BIBLIOGRAPHIE

- ARISTOTE, 1990. — *Les Politiques*, Paris, GF-Flammarion.
- BARRAL (H.), 1982. — *Le Ferlo des Forages : gestion ancienne et actuelle de l'espace pastoral*, Dakar, ORSTOM (multigr.).
- BENOIT (M.), 1988. — « La lisière du Kooya : espace pastoral et paysage dans le Nord du Sénégal (Ferlo) », *L'Espace Géographique*, XVIII (2) : 95-108.
- BONNET-DUPEYRON (J.), 1950. — « Déplacements saisonniers des éleveurs du Sénégal » [carte], Dakar, ORSTOM.
- BONTE (P.), 1985. — « Faits techniques et valeurs sociales : quelques directions de recherche », *Techniques et culture*, n° 5 : 19-48.
- BOURGEOT (A.) et GUILLAUME (H.), 1986. — (éds.) *Nomadisme : mobilité et flexibilité*, Paris, ORSTOM (Département H, bulletin de liaison n° 8).
- CAILLIÉ (R.), 1979. — *Voyage à Tombouctou*, Paris, Maspero, 2 t. (« La Découverte » ; préface de Jacques Berque).
- DERAMON (J.), GONNEVILLE (G. de) et POUILLON (F.), 1984. — *Évaluation de l'élevage bovin dans la zone sahélienne du Sénégal*, Paris, ministère de la Coopération.
- DIGARD (J.-P.), 1979. — « La technologie en anthropologie : fin de parcours ou nouveau souffle ? » *L'homme*, XIX (1) : 73-104.
- DUPIRE (M.), 1957. — « Les forages dans l'économie peule », in GROSMAIRE 1957 : 19-24.
- FAYOLLE & al., 1974. — *Valorisation du cheptel bovin en zone sylvo-pastorale de la république du Sénégal*, Maisons-Alfort, IEMVT/Dakar-Hann, Laboratoire national de l'Élevage.
- GIENGER (M.), 1957. — « Note pour l'établissement d'un programme d'enquête des communautés peul dans le Cercle de Linguère », in GROSMAIRE, 1957 : 4-18.
- GIONO (J.), 1968. — *Ennemonde*, Paris, Gallimard.
- GRENIER (P.), 1957. — *Rapport de mission dans la région du Ferlo*, [Dakar], Service de l'Hydraulique de l'AOF.
- GRENIER (P.), 1960. — « Les Peul du Ferlo », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 49 : 28-58.
- GROSMAIRE (M.), 1957. — (éd.) *Éléments de politique sylvo-pastorale au Sahel sénégalais* [fasc. 14 : « Les hommes et leurs modes de vie »], Saint-Louis, Service des Eaux et Forêts.
- KANE (A. S.), 1978. — *Voix des gens du Kooya*, Dakar, Environnement africain (« Études et recherches », n° 78).
- KHAZANOV (A. M.), 1984. — *Nomads and the Outside World*, Cambridge, Cambridge University Press (Préface d'Ernest Gellner).
- MINVIELLE (J.-P.), 1976. — *Migration et économie : villageois dans la vallée du Sénégal — Étude de trois villages de la région de Matam*, Dakar, ORSTOM.
- MOLLIEN (G. T.), 1967. — *L'Afrique Occidentale en 1818*, Paris, Calmann-Levy (Présentation de H. Deschamp).
- MONTEIL (P.-L.), 1968. — « Un voyage d'exploration au Sénégal en 1879 », *Bulletin de l'IFAN*, XXV (3-4) : 1205-1242.

- POUILLON (F.), 1976. — (éd.) *L'anthropologie économique : courants et problèmes*, Paris, Maspero.
- POUILLON (F.), 1988. — « *Cens & puissance ou Pourquoi les pasteurs nomades ne peuvent pas compter leur bétail* », *Cahiers d'Études africaines*, XXVII (2) : 177-205.
- REBOUL (C.), 1977. — « Danger d'oasis ? Aléas d'une politique de sédentarisation (le forage de Labgar, au Sénégal) », *Civilisation*, XXVIII (1-2) : 120-139.
- RECEVEUR (P.), 1965. — *Définition d'un programme d'aménagements hydro-pastoraux dans la zone sylvo-pastorale*, Dakar, ministère de l'Économie rurale, Service de l'élevage.
- RIESMAN (P.), 1974. — *Société et liberté chez les Peul Djelgôbê de Haute-Volta*, Paris, Mouton (« Cahiers de l'Homme »).
- SANTOIR (C.), 1977. — « Les sociétés pastorales du Sénégal face à la sécheresse 1972-1973 », in J. GALLAIS, éd., *Stratégies pastorales et agricoles devant la sécheresse 1969-1974*, Bordeaux, CEGET : 19-59.
- SANTOIR (C.), 1982. — *Contribution à l'étude de l'exploitation du cheptel : région du Ferlo, Sénégal*, Dakar, ORSTOM (multigr.).
- SANTOIR (C.), 1983. — *Raison pastorale et politique de développement : les Peul sénégalais face aux aménagements*, Paris, Travaux et documents de l'ORSTOM.
- SCHMITZ (J.), 1982. — « Le Jolof, les Fulbe du Jeeri et les Leyde du Waalo » [carte], Dakar, ORSTOM.
- SERRES (H.), 1980. — *Politique d'hydraulique pastorale*, Paris, Presses Universitaires de France (« Techniques vivantes »).
- SUTTER (J.), 1982. — *Étude socio-économique de la zone de naissance de Geye-Kadar*, Dakar, SODESP.
- SUTTER (J.), 1987. — « Cattle and inequality : herd size differences and pastoral production among the Fulani of Northeastern Senegal », *Africa*, 57 (2) : 196-218.
- TERRAY (E.), 1989. — « Une nouvelle anthropologie politique », *L'Homme*, XXIX (2) : 5-29.
- TOURÉ (O.), 1986. — *Peul du Ferlo*, Paris, l'Harmattan (Photographies de J. ARPAILLANGE).
- VALLIER (Cap.), 1906. — « Explorations dans le Ferlo (1904-1905) », *Renseignements coloniaux* (Supplément au *Bulletin du Comité de l'Afrique Française*) : 269-285, 325-332, 338-358, 396-403.